

SERVICES URBAINS

Le rapport à la propreté urbaine

Comment expliquer les attitudes et comportements des habitants ?



MÉTROPOLE

GRAND LYON

Janvier 2023

JANVIER 2023
Métropole de Lyon

- Commanditaire
Isabelle Petiot, Vice-Présidente à la réduction et au traitement des déchets et à la propreté
- Coordination
Nicolas Leprêtre et Caroline Richemont (DPDP)
- Rédaction
Matias Gomez et Sophie Keller (Nova7)
- Mise en page
Nathalie Joly (DPDP)
Illustration de couverture Adobe Stock

Sommaire

Introduction	4
1.La propreté : un concept subjectif et relatif.....	6
2.Dépasser la focale individuelle pour appréhender la propreté.....	8
3.Des représentations et normes sociales variables associées à la propreté .	9
4.Les dimensions collectives du rapport à la propreté.....	11
5.Le rapport à l'espace comme variable déterminante des attitudes et comportements en matière de propreté.....	14
Conclusion et perspectives : la propreté, un indicateur de vivre ensemble et du rapport aux lieux sur un territoire	19
Bibliographie.....	20

Introduction

Éclairer et actualiser les enjeux saillants en matière de propreté urbaine

La propreté est une composante essentielle du bien-être en ville. C'est un enjeu collectif, public, qui, pour certains habitants, apparaît essentiellement en période électorale (Bellamine, Bognon et Florentin, 2021), de façon alors criante et clivante. Le mouvement «Saccage Paris» sur les réseaux sociaux, très médiatisé en 2021, l'illustre.

Une approche fonctionnelle ou purement gestionnaire de la propreté urbaine pourrait laisser penser que la problématique est simple : il s'agirait de multiplier les interventions de nettoyage et de collecte des déchets et autres indésirables. Mais en réalité, le sujet est bien plus complexe : la propreté est difficilement réductible à des variables objectives. Le rapport à la propreté, plus précisément la perception de ce qui est propre ou sale, mais aussi le comportement en la matière est complexe et multi factoriel. Il est relié à des considérations individuelles, collectives, sociales, culturelles et au rapport à l'espace et aux autres. La propreté renvoie inéluctablement à une responsabilité partagée entre les usagers et les acteurs publics.

Mais dans cette logique de subjectivité, **qu'est-ce qui oriente et conditionne les attitudes et comportements des habitants en matière de propreté urbaine ?**

Pour apporter des éclairages à cette question, ce document propose plusieurs entrées issues de la recherche en sciences humaines et sociales sur le rapport à la propreté, révélant en toile de fond différents sujets qui y sont directement reliés : l'espace public et les « lieux publics », le vivre-ensemble, la responsabilité et l'implication des habitants, etc. Il fait état des principaux travaux issus en particulier de la sociologie, de la psychologie sociale ou encore de la géographie et de l'urbanisme pour appréhender les attitudes et comportements des habitants en matière de propreté urbaine.

À cette fin, le travail s'articule autour de cinq axes de réflexion :

1. tout d'abord, la propreté est un concept complexe à appréhender en ce qu'il est éminemment subjectif et relatif ;
2. ensuite, l'approche comportementale qui pointe la responsabilité individuelle est insuffisante pour comprendre les enjeux du sujet et les adresser ;
3. dans ce contexte, les attitudes et comportements en matière de propreté sont éminemment liés aux représentations et normes sociales qui ont cours ;
4. ils sont aussi liés au rapport des individus entre eux, à une dimension collective et sociétale ;
5. enfin, il faut également intégrer le rapport aux espaces considérés, à leurs fonctions et à leur valeur aux yeux des individus et groupes d'individus.

La présente note est ponctuée d'encadrés présentant des initiatives ou des focus sur certains sujets, illustrant des points d'analyse. Elle a donné lieu à la réalisation de deux interviews de chercheurs, Frédérique Jacob et Bernard Haumont (mentionnées en bibliographie) pour approfondir certaines approches et enjeux relatifs à la propreté urbaine. Elle propose enfin en conclusion quelques pistes et perspectives pour interroger les modes d'action publique en matière de propreté urbaine.

Méthodologie : **le regard croisé des sciences humaines et sociales**

Le présent travail s'est appuyé sur une revue de littérature scientifique mobilisant plusieurs disciplines. Ce croisement est apparu nécessaire, compte tenu du fait que **la propreté urbaine est un sujet qui reste assez peu traité directement par les sciences humaines et sociales**. Si certaines publications (thèses, articles ou communications) portent spécifiquement sur le sujet, on trouve bien davantage des travaux portant sur des sujets connexes qui abordent plus ponctuellement l'enjeu de la propreté et du nettoyage : les déchets bien évidemment (un sujet bien davantage traité que la propreté), le logement, l'espace public, l'aménagement urbain, les changements de comportements, le vivre-ensemble, etc.

Les sciences humaines et sociales permettent de « comprendre pourquoi des individus [...] ou des groupes sociaux, petits ou grands, font ce qu'ils font, pensent ce qu'ils pensent, sentent ce qu'ils sentent, disent ce qu'ils disent » (Lahire, 2012, p.21). L'économie, la psychologie sociale, l'anthropologie ou la sociologie étudient le comportement humain et nous enseignent que ses déterminants se situent à la fois sur un plan individuel et collectif. Ces disciplines se distinguent par le point d'entrée sur lesquelles elles se focalisent mais produisent toutes des connaissances cruciales pour analyser et mieux comprendre les pratiques des individus. **Les sciences humaines et sociales permettent ainsi d'appréhender le comportement humain dans toute sa complexité en l'observant depuis des échelles différentes.**

Une approche économique peut, par exemple, conduire à la mise en place de mesures financières (incitations ou sanctions) pour réduire la production de déchets. La tarification incitative sur les déchets consiste par exemple à faire varier la contribution financière des usagers en fonction de la quantité de déchets qu'ils produisent. En 2014, 3,5 millions de français étaient concernés par ce dispositif qui a permis de réduire le volume des déchets collectés et d'améliorer les pratiques de tri. Mais sa mise en place a également eu des effets pervers, inverses à ceux attendus, qui se sont notamment traduits par une multiplication des opérations de brûlage des déchets ou une hausse des dépôts sauvages (ADEME, 2014).

La psychologie s'intéresse à l'individu et aux processus mentaux susceptibles d'influencer ses comportements.

Ses apports sont régulièrement mobilisés pour créer des campagnes de sensibilisation visant à encourager certaines populations cibles à adopter de nouvelles pratiques. Toutefois, la réussite de ces dispositifs est relative, notamment lorsqu'ils se heurtent à des individus qui n'éprouvent pas l'envie préalable de changer.

La psychologie sociale centre quant à elle son propos sur le rôle de nos rapports aux autres dans nos comportements. Tous les individus ont naturellement tendance à se comparer à autrui pour se situer et savoir comment ils peuvent se comporter (Festinger, 1954). Il est alors possible de s'appuyer sur ces mécanismes d'influence sociale pour induire des changements de comportement. Toutefois, ces dispositifs ne suffisent pas à lever l'ensemble des freins, notamment les obstacles pratiques au changement de comportement.

Ainsi, la sociologie, nous apprend notamment que les réalités sociotechniques conditionnent les comportements individuels. Les comportements et leurs évolutions sont à observer dans leur contexte et dans l'environnement matériel et physique dans lequel ils prennent place.

1. La propreté : un concept subjectif et relatif

Un enseignement clé de la revue de littérature est qu'**il n'existe pas de définition stable et partagée de la propreté**, mais plutôt des perceptions subjectives et des normes variables selon les groupes, l'époque et le lieu.

Il s'agit en effet d'un concept difficile à définir en tant que tel, si ce n'est impossible. Pour certains chercheurs comme Frédérique Jacob, il s'agit d'un « concept abstrait qui ne se définit pas forcément » et même d'un « concept fictif ». Il se définit alors éventuellement en creux, « la propreté étant l'inverse de la saleté » (Jacob, 2022). Pour d'autres, il s'agit d'un continuum, « cela fait davantage de sens de parler d'une progressivité entre sale et propre plutôt que de fixer une frontière impossible » (Haumont, 2022). **Le « sale » est en tout cas systématiquement renvoyé à l'autre**, dont c'est la responsabilité.

La propreté est un concept relatif : il varie selon le point de vue des personnes mais aussi largement selon le contexte, le territoire et l'époque. Au XIXe siècle, quand l'hygiénisme amenait à repenser l'architecture des bâtiments, l'organisation des villes et faisait évoluer les normes et représentations en vigueur, les villes ont été associées à des espaces propres par opposition à la campagne « sale ». Or, c'est plutôt l'inverse qui prévaut aujourd'hui : la concentration de population et d'activités, mais aussi la pollution, sont associées à la saleté, tandis que la campagne, lieu de la nature et du ressourcement, est davantage considérée comme « propre » (Jacob, 2022).

La propreté peut toutefois s'appréhender, encore une fois, en creux, par un certain nombre de notions auxquelles elle renvoie, qui lui font écho. Pour F. Jacob, **Au moins quatre notions sont indispensables pour comprendre la propreté urbaine** : l'urbanité notamment dans l'opposition ville/campagne précédemment évoquée, la spatialité qui renvoie aux différents sous espaces qui composent une ville et qui ont chacun leur spécificité, la territorialité qui renvoie au niveau d'appropriation des espaces considérés et l'altérité évoquée précédemment. Ce sont en quelque sorte des indicateurs qui aident à éclairer ce concept de propreté urbaine.

Puisqu'il est difficile d'objectiver la propreté, **il semble par conséquent délicat de mesurer la propreté urbaine** en tant que telle. Le sujet fait en tout cas fait débat et des approches méthodologiques différentes existent. Le débat porte principalement sur la pertinence d'une mesure quantitative de la propreté. C'est pourtant un sujet éminemment politique, largement abordé en période électorale pour légitimer ou décrédibiliser l'action publique.

Zoom sur différentes initiatives de mesure de la propreté urbaine

L'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) promeut une approche quantitative de la propreté au travers de la [grille «Indicateurs Objectifs de Propreté»](#) qui aide à recenser différents types de détritrus en les transposant en «unité» (ex. : mégots sur 10 m² d'espace public correspondent à une unité de détritrus). Les salissures ainsi référencées sont ensuite pondérées en fonction de la sensibilité des habitants aux différents types de détritrus. Cette mesure quantitative présente l'intérêt de pouvoir faire des comparaisons dans le temps et entre espaces mais comporte des limites.

La géographe F. Jacob, qui a beaucoup travaillé sur le sujet de l'objectivation et de la mesure de la propreté urbaine, estime que la mesure quantitative réduit la propreté à une approche technique qui ne prend pas en compte le contexte ni les représentations et perceptions des individus qui sont pourtant essentielles pour appréhender la propreté. Elle propose quant à elle une série de critères qualitatifs qui décomposent la saleté.

Le baromètre de la propreté urbaine mis en place par la Métropole de Lyon depuis quelques années propose une approche intermédiaire originale en mesurant les perceptions des habitants et en permettant de suivre leur évolution. Quatre éditions du baromètre ont été consacrées à la propreté des espaces publics entre 2011 et 2022 auprès d'un échantillon statistiquement représentatif de 2000 habitants du territoire métropolitain âgés de 18 ans et plus, interviewés à leur domicile. À titre d'exemple, en les questionnant sur l'entretien des pieds d'arbres et le désherbage raisonné, le baromètre a permis de démontrer que l'acceptabilité des modes de gestion plus écologique a progressé depuis 10 ans et que la perception au départ majoritairement négative de l'absence de désherbage de certains espaces pour limiter l'usage de pesticides est aujourd'hui bien plus positive. Le baromètre a également fait apparaître que les perceptions des habitants en matière de propreté étaient contrastées en fonction de leur quartier de résidence. Les services ont pu en tenir compte pour adapter leur entretien selon les attentes des territoires. Cet outil révèle à quel point les perceptions et les ressentis des habitants sont la résultante de phénomènes complexes.

2. Dépasser la focale individuelle pour appréhender la propreté

Le discours et les actions mises en place en matière de propreté mettent largement la focale sur les comportements individuels, la responsabilité de chacun et l'incivilité. Cette dernière est un phénomène aux visages multiples : crottes de chiens, mégots de cigarette, graffitis, urine, encombrants et déchets en tous genres abandonnés sur la voie publique. Il s'y ajoute un nouveau déchet urbain apparu massivement dans nos rues ces dernières années : le masque sanitaire. Pour y faire face, les collectivités territoriales ont pris l'habitude de déployer des actions de communication, par voie d'affichage notamment, pour responsabiliser les habitants et les sensibiliser aux bons gestes de la propreté. Les messages ont généralement en commun de valoriser en parallèle le travail des agents et de la collectivité sur un registre «on fait notre part, faites aussi la vôtre».

Plusieurs travaux pointent les limites de cette approche centrée sur la responsabilité individuelle. En effet, pour la recherche comportementale, **informer et sensibiliser peut créer l'intention mais n'entraîne pas toujours le passage à l'acte**. L'individu ne se conduit pas systématiquement de manière rationnelle et ce n'est pas parce qu'il a connaissance des comportements vertueux qu'il décidera de les adopter. La communication ne permet pas à elle seule à induire un changement de comportement (Moliner, 2020). Si les actions visant à responsabiliser et sensibiliser les usagers aident sur le temps long à faire évoluer les attitudes et les représentations et préparent ainsi les changements de comportements, elles semblent insuffisantes pour un passage à l'échelle en la matière (ceci est valable pour tout type de problématiques comme les gestes de tri par exemple). C'est bien la combinaison d'interventions et de dispositifs variés, agissant à la fois sur les comportements (en mobilisant différents leviers : information, sensibilisation, etc.) mais aussi sur l'environnement matériel et physique ou encore sur l'effet de mobilisation des citoyens, qui améliore les chances de changer massivement les comportements.

Ce prisme individuel peut également induire un sentiment général de dégradation de l'espace public et d'insécurité, en jetant la responsabilité sur les comportements inciviles des individus salissants (Prost, 2014). Ainsi adressée, par ce prisme individuel et responsabilisant ou culpabilisant, **la propreté s'apparente à un jugement de valeur et à des formes de méfiance**. La propreté revêt quasiment un jugement d'ordre moral, éthique voire idéologique quand elle est associée à d'autres notions ou normes telles que la discipline, l'autorité, le respect, etc. (Haumont, 2022).

Au final, «l'état de la propreté urbaine est révélateur de cette difficile compréhension des pratiques collectives et individuelles où le tout est plus complexe que la somme des individualités» (Jacob, 2017). **La propreté urbaine ne se réduit pas à une somme de comportements individuels**. Pour l'appréhender il semble nécessaire de dépasser la focale individuelle et de s'intéresser à ce qui relève du collectif, à différentes échelles : les représentations et les normes, le rapport à l'autre, le partage de l'espace urbain, etc.

3. Des représentations et normes sociales variables associées à la propreté

La psychologie sociale et la sociologie nous invitent à appréhender conjointement l'individu et le collectif. Chaque individu est en effet inséré dans une société et dans des groupes sociaux qui véhiculent des normes et partagent des représentations collectives. Les représentations sociales «recouvrent l'ensemble des croyances, des connaissances et des opinions qui sont produites et partagées par les individus d'un même groupe, à l'égard d'un objet social donné» (Guimelli, 1967, p. 63). Analyser les représentations sociales de la propreté permet de comprendre la façon dont le sujet perçoit sa réalité (Jodelet, 1984). Une fonction majeure des représentations sociales est également d'orienter, voire de déterminer, les conduites sociales (Félonneau & Lecigne, 2007). Selon, l'ADEME (2016) «la mise en lumière de la dimension collective des comportements permet de mieux comprendre pourquoi des façons de faire peuvent être partagées au sein d'un même groupe social».

Ainsi, **le rapport que chacun entretient à la propreté, soit ses attitudes et comportements en la matière, est fortement lié aux représentations qu'il se fait d'un lieu «propre». Ces représentations varient quant à elles selon les cultures et les civilisations.** En ce sens, F. Jacob fait même de la propreté une valeur «en ce qu'elle est éminemment civilisationnelle». Elle prend l'exemple de territoires comme la Suisse ou l'Alsace où la pression sociale et les valeurs dominantes forgent un rapport à la propreté bien spécifique, fixant des standards très exigeants (Jacob, 2022). Elle ajoute qu'il est «essentiel pour appréhender la propreté de partir des représentations des gens, des normes qui ont cours, et à ce différentes échelles». Si la représentation apparaît comme un facteur d'explication pertinent dès qu'il est question d'analyser le lien entre la pensée et l'action (Moliner, 2001), les représentations sociales de la propreté urbaine n'ont pourtant fait,

à notre connaissance, l'objet d'aucun travail de recherche et de repérage systématique. Selon M. Clavel (1991), «la propreté urbaine est devenue affaire de spécialistes, le savoir du propre est séparé du vécu des habitants.

Des questions relatives aux habitudes culturelles différentes présentes dans les villes ne sont pas posées, pas plus que sur les différences qui affectent la perception même du sale et du propre». Les recherches sur les déchets sont effectivement menées essentiellement sous l'angle technique et visent à imaginer des solutions principalement technologiques pour entretenir toujours plus efficacement l'espace public (Le Dorlot, 2004).

Aux côtés des représentations sociales, **il existe une diversité de normes en matière de propreté qui orientent les comportements des individus.** Ce sont un ensemble de règles qui peuvent être explicites et formalisées (à l'échelle d'une résidence, d'un parc public, d'une ville, d'un pays, etc.) ou implicites qui prescrivent un comportement. Selon où l'on se situe, «les normes ne sont pas tout à fait les mêmes et ce qu'on appelle transgression et conformité ne revêt pas exactement les mêmes formes de pratiques et de comportements» (Haumont, 2022). Les individus naviguent sans cesse entre des normes différentes, selon les espaces où ils se trouvent. Il s'agit alors pour eux de les comprendre et de les intégrer. B. Haumont prend l'exemple de migrants algériens ruraux venant s'installer massivement en ville et dont les comportements étaient ina-

daptés jusqu'à ce qu'ils intériorisent les normes, « ces traits d'urbanité » (Haumont, 2022). Les comportements jugés « conformes » en matière de propreté sont donc largement variables selon les époques et les lieux. Ils font l'objet d'un apprentissage par les individus.

La compréhension des représentations sociales et des normes en matière de propreté urbaine permet ainsi éclairer la signification des comportements individuels et peut servir d'appui pour imaginer des solutions efficaces pour accompagner leur évolution. Par exemple, plusieurs études ont démontré l'existence de fortes corrélations entre les comportements de tri et la représentation d'un recyclage efficace pour préserver l'environnement (Chan, 1998 ; Gamba et Oskamp, 1994).

Zoom sur différentes initiatives de mesure de la propreté urbaine

Le débat technique est souvent centré sur la question de savoir s'il y a suffisamment de corbeilles de propreté ou non. Mais on peut également s'interroger sur le rapport des usagers aux déchets. Selon Denis Blot (2018), anthropologue et maître de conférences en sociologie à l'université de Picardie Jules Verne, le déchet peut être considéré comme la preuve compromettante d'un comportement (un préservatif usagé), comme un objet sans valeur et encombrant (un emballage plastique, un vieux meuble, un objet hors d'usage, etc.), ou comme un objet sale, contaminant (un mégot, un mouchoir, un masque sanitaire, etc.).

Dans tous les cas, « un déchet est un objet qui trouble l'ordre (hygiénique, moral ou pratique). S'en débarrasser est donc une manière de maintenir l'ordre en troublant un autre lieu. Autrement dit, pour nettoyer un espace, on en salit un autre ». Dans le cadre de sa contribution à l'élaboration du guide relatif à la lutte contre les abandons et dépôts illégaux de déchets pour le compte du Ministère de la transition écologique (2020), l'auteur a également créé une typologie des déchets en fonction de la motivation des jeteurs (actes involontaires ou incivilités volontaires) avec des pistes d'actions pour éviter l'apparition de tels comportements.

Que les actes soient volontaires ou non, la présence de ces déchets reste problématique et l'auteur formule différentes préconisations :

- La première serait de redonner de la valeur aux déchets, grâce à des systèmes de consigne appliqués à certains déchets ou en offrant une seconde vie aux encombrants. Il apparaît également essentiel de faciliter l'accès aux établissements en charge de la revalorisation des déchets, comme les déchetteries.
- La deuxième serait d'informer les usagers sur le parcours et l'impact environnemental de leurs déchets. Par exemple, les lâchers de ballons qui finissent dans les océans, ou les mégots qui, en passant par les bouches d'égout, rejoignent les cours d'eau et finissent par polluer la mer.
- Enfin, la dernière serait d'œuvrer pour que les lieux soient propres ou naturels et qu'ils paraissent habités, ou préservés, en fonction du contexte. Agir sur les perceptions de ces lieux et mettre en exergue leur valeur permettra finalement de favoriser l'apparition de comportements vertueux.

4. Les dimensions collectives du rapport à la propreté

La propreté comme « support du vivre-ensemble »

Les chercheurs convergent pour affirmer que « la propreté est un support du vivre-ensemble » (Jacob, 2022) : elle fait l'objet d'un contrat tacite entre les habitants d'un même espace dont les comportements se régulent plus ou moins bien. En effet, la propreté se révèle être, à l'échelle d'une résidence, d'un quartier et, par extension, d'une ville, un enjeu majeur de cohabitation et de vivre-ensemble. « La propreté est susceptible d'être un enjeu entre les autres et nous. [...] L'altérité est un enjeu essentiel à considérer dans l'appréhension des espaces urbains » (Haumont, 2022). Dans une étude pionnière menée en 1991, Michèle Jolé a démontré que **la propreté urbaine avait un caractère contractuel** et que son existence supposait des liens et du dialogue entre les habitants. **Le lien social joue alors un rôle de modérateur.** Ainsi, pour Guitard et Milliot (2015), les amas d'ordures que l'on retrouve dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris témoignent par exemple « d'une crise du vivre ensemble » et « d'un trouble de la cohabitation » entre les différents usagers de la rue. Des études démontrent que l'attachement est plus limité chez les individus qui habitent dans ces quartiers et que ces nombreuses incivilités sont associées à des relations sociales faibles au sein du quartier (Shaback et al, 2003).

Ainsi, **différentes formes de régulation sociale peuvent se mettre en place dans l'espace public**, qu'elles soient simplement liées à l'interconnaissance entre habitants qui favorise le respect des espaces partagés, ou à des projets menés en commun localement qui ont permis de développer le lien social. F. Jacob cite en exemple un projet de jardins partagés entre habitants des quartiers Nord à Marseille qui avait permis de réduire significativement la dégradation et la saleté des espaces publics environnant. Cette régulation se traduit aussi nécessairement parfois par des conflits d'usage ou disputes entre riverains, ou encore par une intervention proactive de la part d'acteurs locaux engagés dans la communauté tels que des commerçants par exemple (Haumont, 2022).

On constate que **les espaces où le contrôle social est faible sont bien davantage dégradés.** Un extrait de l'ouvrage de P. Moliner (2020, p.23) illustre bien cette idée de contrôle social sur les comportements liés à la propreté urbaine : « Puisque le jardin public de votre commune est nettoyé quotidiennement, vous pouvez avoir peu de scrupules à y abandonner un jour l'emballage de votre sandwich. Mais si vous êtes ce jour-là en compagnie de l'adjoint communal en charge de la propreté, vos scrupules risquent de vous conduire directement vers la corbeille à papiers. Il est aussi possible que vous soyez en désaccord complet avec cet adjoint et dans ce cas, abandonner votre emballage pourrait bien constituer un geste de révolte ? Ou encore, tout en étant seul, si vous pensez que l'on pourrait vous voir en train de dégrader le lieu, vous pourriez être retenu par le souci de ne pas donner de vous l'image d'un citoyen mal éduqué aux règles de propreté ! ».

L'appartenance à une communauté, les liens sociaux que l'on tisse dans un espace donné, favorisent des comportements civiques et altruistes, jusqu'à affecter positivement les comportements en matière de propreté urbaine (Tonglet et al., 2004). **Les comportements vertueux sur l'espace public sont ainsi favorisés par l'existence de liens sociaux de qualité et d'un vivre-ensemble local.**

La co-responsabilité en matière de propreté urbaine

La question du partage de la responsabilité en matière de propreté urbaine est largement mise en avant et ce de différentes façons. Elle s'inscrit dans cette logique de dépassement du prisme individuel et invite à considérer une co-responsabilité entre individus, pouvoirs publics et acteurs privés.

Cette co-responsabilité est pointée puisque c'est bien **la collectivité qui donne le ton et oriente en matière de propreté urbaine**. Par son intervention, elle fixe le référentiel de propreté sur le territoire. **L'exemplarité des pouvoirs publics** apparait alors essentielle pour favoriser des comportements vertueux : « plus un espace est propre, plus il restera propre, le nettoyage urbain est primordial au départ » (Haumont, 2022). Inversement, il est démontré que **« la saleté appelle la saleté »** : un premier dépôt sauvage en appelle généralement d'autres. Cette observation a été vérifiée par Wilson et Kelling (1982) qui ont démontré dans le cadre de leur théorie de la « fenêtre brisée » que les lieux déjà perçus comme sales, dans lesquels on retrouve notamment certains « indices du désordre » comme une vitre cassée, des graffitis ou des déchets, favorisent l'apparition de nouveaux comportements d'incivilité (Moliner, 2020). Selon ces auteurs, « si la vitre brisée d'un immeuble n'est pas réparée, toutes les autres fenêtres seront bientôt cassées. [...] Une fenêtre non réparée envoie le signal que personne n'en a rien à faire de la situation et que casser plus de fenêtres ne coûte rien ». Pour l'illustrer, Weaver (2015) observe que 44,7% des 85 passants qui traversent une zone dégradée abandonnent un déchet au sol contre seulement 32,6 % des 110 passants qui traversent une zone entretenue.

Cette exemplarité de la collectivité pour maintenir des standards de propreté qui « obligent » ou, a minima, orientent les comportements des habitants peut passer par différents leviers. Elle peut passer par un entretien et un niveau de nettoyage élevé mais également par le fait de fournir aux habitants des infrastructures matérielles et informationnelles de qualité pour permettre des comportements vertueux.



Zoom sur une initiative en matière de communication publique

La Ville de San Francisco décline les consignes de tri dans les principales langues parlées dans la ville (anglais, chinois, espagnol) pour permettre aux différentes communautés en présence de s'approprier les normes de tri et favoriser leur respect. Cette démarche inclusive et pragmatique se base sur la reconnaissance du caractère multiculturel de la ville, et témoigne du volontarisme de la municipalité en la matière (Meslard-Hayot & Moreau, 2019).



Par ailleurs, il semble important de **replacer l'enjeu de la propreté urbaine dans un contexte sociétal et culturel plus large : celui d'un modèle de consommation producteur de déchets**. La production et la consommation d'emballages et notamment d'emballages jetables est un sujet de plus en plus investi, notamment au travers de l'interdiction progressive du plastique à usage unique. Les répercussions sont très concrètes et locales avec l'essor exceptionnel de la vente à emporter en matière de restauration, qui produit énormément de déchets dont beaucoup débordent sur l'espace public. On observe un mouvement d'ampleur qui tend à remettre en question le modèle de consommation actuel, interrogeant la qualité des produits consommés pour la santé comme pour l'environnement. Le citoyen est souvent pointé du doigt

comme étant responsable de la malpropreté et des déchets alors que les sollicitations commerciales pour consommer sont très nombreuses. Plusieurs auteurs rappellent l'importance de placer au cœur du débat sur la gestion des déchets et de la propreté urbaine la question du partage des responsabilités entre consommateurs et producteurs, ainsi que pouvoirs publics (Meslard-Hayot & Moreau, 2019).



Zoom sur une initiative de partenariat public-privé

À Strasbourg, la ville a développé un partenariat avec trois fast-foods du centre-ville qui sont amenés à réaliser un nettoyage de proximité pour contribuer à la propreté des rues avoisinantes (Ighirri, 2018).

Pour conclure sur cet enjeu de co-responsabilité, des chercheurs et chercheuses comme F. Jacob rappellent que la propreté est un « bien public » et que **l'enjeu d'associer les habitants aux décisions voire aux interventions en matière de propreté est important mais insuffisamment pris en compte**. « Les décisions relatives à la propreté urbaine sont des décisions qui peuvent être très descendantes et abordées d'un point de vue essentiellement technique » (Jacob, 2022). Pourtant elle rappelle « l'importance de l'effective adhésion et association des populations locales dans les décisions de propreté de leur territoire » (Jacob, 2017).



Zoom sur différentes initiatives de mesure de la propreté urbaine

La ville d'Alfortville a décidé de nommer 20 Ambassadeurs ville propre qui seront en charge des 20 secteurs prédéfinis. Ces citoyens bénévoles seront les relais entre les habitants et les agents de la propreté de la ville et du Territoire. Leur mission consiste à signaler des salissures en ville ou des dépôts sauvages et d'assurer auprès des habitants de leur quartier une sensibilisation sur les bons gestes à adopter au quotidien.

À Metz, la ville a créé une [brigade de propreté](#) composée de cinq agents et construite dans la cadre de la politique de la théorie « de la fenêtre brisée » (vue précédemment) avec l'ambition de faire de la lutte de proximité contre les dépôts sauvages. Après des retours d'expérience, la brigade propreté apparaît particulièrement efficace puisqu'elle aurait permis en 4 ans, de prévenir le dépôt de 400 tonnes de déchets sur l'espace public, soit 30% des dépôts via des sanctions intelligentes et curatives sur certains points noirs en s'appuyant sur la médiation, la sensibilisation et la verbalisation. Cette nouvelle conception stratégique, tend à donner plus de place à la proximité et plus de sens à la sanction.



5. Le rapport à l'espace comme variable déterminante

Le contexte : les contraintes et opportunités du moment, l'environnement matériel

Pour comprendre les attitudes et comportements des individus il apparaît essentiel de s'intéresser au contexte et à l'environnement immédiats dans lesquels ils prennent place. Pour certains auteurs, comme B. Haumont, **le contexte immédiat est bien plus déterminant des attitudes et comportements en matière de propreté que la classe sociale ou le profil socio-économique**. Le contexte renvoie aux normes locales et aux contraintes du moment qui vont autoriser ou non certains comportements. Plusieurs exemples simples permettent d'illustrer cette idée. Un enfant peut être autorisé à faire ses besoins dans l'espace public en cas d'urgence et en l'absence de toilettes publiques à proximité. Ceci sera autorisé par les parents et majoritairement perçu comme un acte toléré dans ces conditions. De façon un peu différente mais illustrant cet effet de contexte : à la fin d'un événement festif qui se tient sur l'espace public, il apparaît comme « de circonstance » que des déchets tels que des gobelets et mégots soient présents massivement. La même scène serait jugée intolérable s'il n'y avait pas d'événement sur le lieu. Ainsi, « le contexte et les contraintes du moment font varier la norme et rendent un acte condamnable ou non » (Haumont, 2022).

Le contexte met chacun sur un pied d'égalité alors que des différences de comportements peuvent être parfois attribuées à des classes ou catégories sociales. L'importance du contexte est aussi mise en avant, comme vu précédemment, par l'ajustement des comportements individuels à l'état de saleté ou de propreté d'un espace. « Cette circularité, 'plus c'est sale plus on salit, moins c'est sale moins on salit' concerne toutes les catégories de population de manière trans-classes et trans-culturelle » (Haumont, 2022).

Le contexte renvoie aussi à l'environnement physique et matériel des individus, le théâtre dans lequel ils agissent. Celui-ci participe nécessairement à orienter certains comportements. À ce sujet, le nombre adéquat de poubelles à disposition sur un espace donné pour favoriser le « bon » geste des usagers est en question. On constate que des stratégies différentes et mêmes opposées sont testées par les collectivités. Faut-il augmenter le nombre de poubelles pour faciliter le geste ou le diminuer pour miser sur la responsabilité individuelle ? Il n'existe pas de consensus et de solution idéale, les deux voies sont explorées.

Au-delà des questions de responsabilité individuelle, on sait que **la réussite des actions varie en fonction des lieux où elles sont engagées** puisque les pratiques des usagers varient elles-mêmes en fonction des endroits de la ville où ils se trouvent (Jacob, 2017).

La valeur et la fonction associées aux espaces

Les comportements en matière de propreté sont largement dépendants de la valeur et du sens que l'on attribue aux espaces, à la fois aux fonctions mais aussi à l'attachement affectif aux lieux. Les individus ont des rapports et des perceptions variables des lieux qu'ils fréquentent, en fonction de leurs usages, de leurs représentations, ou encore de leur degré d'appropriation vis à vis de ceux-ci. Les significations qu'ils donnent aux lieux sont le fruit de leur expérience et de construction sociale ; elles



Zoom sur des stratégies différentes : augmenter ou diminuer le nombre de poubelles, ou encore renforcer leur visibilité

La tendance dominante consiste à en augmenter leur nombre pour encourager les usagers à jeter leurs déchets dans ces corbeilles plutôt que sur l'espace public (Meslard-Hayot & Moreau, 2019). Toutefois, une étude menée par Schultz et al. (2013) démontre qu'il faudrait installer pas moins d'une corbeille tous les six mètres pour entraîner une diminution significative de la présence de déchets dans la rue. Face à cet objectif impossible à mettre en œuvre, certaines villes préfèrent opter pour une stratégie qui consiste à rendre plus visibles leurs corbeilles. À Annemasse, la collectivité a par exemple peint ses poubelles avec des couleurs vives alors que dans la ville de Kremlin-Bicêtre, en Île-de-France, le maire a fait appel à deux artistes graffeurs pour personnaliser les 260 poubelles de la commune et sensibiliser les habitants à la propreté (François, 2018).



L'autre tendance qui se dégage consiste, à l'inverse, à réduire le nombre de corbeilles pour responsabiliser les usagers vis-à-vis de leurs déchets. Des villes comme Rennes expérimentent ce type de dispositif dans certains parcs publics alors que la ville de Porge les mobilise dans le cadre d'une opération « plages sans poubelles ». D'après les premières enquêtes, les retombées de cette politique sont positives, avec une baisse des quantités de déchets sur le territoire communal sans provoquer par ailleurs une dégradation de la propreté du reste de l'espace public.



déterminent ensuite des attitudes et comportements spécifiques à chacun des lieux (Ramadier, 2009). La géographe F. Jacob (2017) invite à regarder les différents espaces urbains non pas comme un espace unique où tous les lieux se valent, mais comme des espaces singuliers. Elle identifie **cinq types d'espaces** différents qui ont chacun une signification propre :

- L'espace domestique est celui du logement, de la sphère privée où les pratiques sont, a priori, hors de la portée de l'autre et sur lequel on règne seul en matière de propreté.
- L'espace familial est situé au-delà du seuil du logement mais où l'appropriation reste forte. C'est l'impasse, la cour, la portion de rue attenante que certains balayent, fleurissent. La propriété est moins contrôlée par l'utilisateur sur cet espace, il est déjà rattaché à l'espace public.
- L'espace utile est un espace fréquenté régulièrement mais partagé avec beaucoup d'utilisateurs. La distance devient effective : il est éloigné géographiquement et affectivement. Il n'est plus le territoire de l'intime, mais celui de l'anonymat. Les attitudes qui consistent à protéger ou même participer à entretenir ce type d'espace vont être très rares.

- L'espace connu est un espace fréquenté épisodiquement pour des raisons précises et dans un laps de temps plutôt court. Le respect dépend de l'utilisation et de la valeur attribuée par l'utilisateur.
- L'espace fantasmé est un espace que l'on projette et où on ne se rend effectivement que très rarement. La connaissance du lieu relève de discours vécus puis relatés par des connaissances, véhiculés par différents médias ou des « on-dit ».

Cette **approche par « l'espace vécu »** a des répercussions importantes (Jacob, 2017). La première est que les usagers auront naturellement tendance à se comporter différemment sur un lieu considéré comme familier ou sur un lieu plutôt considéré comme utile. La seconde est, qu'à l'échelle d'une ville, ces différents espaces se chevauchent et l'espace familier d'un usager peut s'apparenter à l'espace fantasmé d'un autre. Ces disparités sont essentielles à prendre en compte dans les interventions publiques en matière de propreté urbaine (Moliner, 2020). Cette approche invite à **considérer les relations des individus à des lieux publics précis et non pas à un « espace public » abstrait et générique.**

Les espaces publics peu appropriés sont davantage susceptibles d'être dégradés et salis. Le caractère partagé peut conduire les individus à se désresponsabiliser et à considérer l'espace public comme un espace anonyme qui n'appartient à personne et où la responsabilité est uniquement celle des pouvoirs publics plutôt que comme un espace à la charge de tous. De nombreuses situations illustrent ce phénomène, mais la plus parlante est peut-être celle du dépôt du sac poubelle, devant le seuil de porte du logement, qui marque une transition et pose une limite d'opposition entre l'espace habité, approprié, défendu, et l'espace public négligé, délaissé, désinvesti (Chbat, 2012).

De la même façon, les « espaces intermédiaires » qui se situent entre l'espace public de la rue et l'espace du logement, et dont la propriété fait l'objet d'un flou pour les habitants et qui ne sont pas ou très peu appropriés, posent souvent problème en termes d'entretien. Ils donnent lieu à différentes stratégies mises en place par les bailleurs pour améliorer leur entretien, notamment : la résidentialisation qui consiste à séparer plus fortement les espaces et à contrôler le passage d'une espace à un autre, ou encore la réalisation de fresques murales pour favoriser le respect des lieux (Haumont, 2022).

L'attachement aux lieux publics et les vecteurs qui le favorisent

Le lieu, au-delà de ses dimensions physiques, représente donc un espace auquel les individus peuvent s'attacher culturellement et émotionnellement ou dont ils peuvent également être complètement détachés. Le concept d'attachement au lieu renvoie à « un lien affectif positif entre un individu et un lieu, la principale caractéristique de celui-ci étant la tendance qu'a l'individu à vouloir maintenir proche de lui cet endroit » (Hidalgo et Hernandez, 2001). **Ce lien affectif naît du rapport qu'entretient l'utilisateur avec un lieu et contribue à son bien-être personnel comme au bien-être collectif des citoyens.** Il peut également bénéficier directement au lieu et à sa propreté puisqu'il permet de favoriser l'apparition de comportements de protection du lieu (Anton & Lawrence, 2016) et de comportements durables, favorables à la préservation de l'environnement (Carrus et al., 2014).

L'attachement à un lieu augmente via la répétition des interactions et la création de souvenirs rattachés à ce lieu. Ainsi, l'expérience directe et prolongée avec un lieu peut venir renforcer l'attachement (Gurney et al., 2017). Une étude récente démontre que des visiteurs occasionnels ou des touristes de passage peuvent aussi développer un lien d'attachement fort à l'égard d'un lieu (Stedman, 2006). Ce lien affectif peut également être favorisé par les caractéristiques physiques du lieu et son esthétisme. C'est le cas par exemple des espaces naturels qui procurent des émotions positives aux individus et favorisent le retour à un fonctionnement cognitif optimal, loin des stimulations sensorielles incessantes de la ville (Lee et al., 2015). L'architecte et urbaniste Nicolas Sou-

lier parle de «rues vivantes» par opposition aux «rues stériles». Les premières laissent de la place à une nature spontanée, à une appropriation par les riverains et les enfants en particulier, tandis que les secondes sont des espaces auxquels les riverains tournent le dos, dédiés aux voitures et, finalement, «inhabitables» (Soulie, 2012). D'après Nicolas Guéguen et Sébastien Meineri (2012), professeurs de psychologie sociale à l'université de Bretagne-Sud à Vannes, la végétalisation tendrait même à réduire les incivilités.

Zoom sur des initiatives qui visent à favoriser l'appropriation des espaces publics ou intermédiaires

Certaines villes choisissent de végétaliser les sites qui sont régulièrement sujets aux incivilités. À La Possession, sur l'île de la Réunion, on lutte ainsi contre les abandons illégaux de déchets par des actions de réaménagement et de végétalisation des espaces critiques auxquels les citoyens volontaires sont invités à participer (écoles, jeunes des quartiers, bénévoles...) à travers les réseaux sociaux, une newsletter, la distribution de «flyers», ou via la presse locale.

Dans son ouvrage, «Reconquérir les rues» (2012), N. Soulier présente une série d'autres initiatives qui touchent aux «frontages», ces espaces compris entre la façade d'un immeuble ou d'une maison et le trottoir. Certaines participent largement à «activer» et rendre «vivantes» les rues, mobilisant les riverains.

Les photos ci-contre sont extraites de l'ouvrage de N. Soulier.



Un autre moyen régulièrement mis en œuvre pour contribuer à la beauté d'un lieu et renforcer l'attachement des usagers est de passer par l'art. Les actions artistiques en milieu urbain se révèlent particulièrement efficaces (Brown & Raymond, 2007).

Zoom sur une initiative visant l'attachement et le respect d'un espace via une intervention artistique

Le [projet UP/SIDE/DOWN/TOWN](#) mené à Paris durant l'été 2019 et porté par l'artiste Daniel Van Der Noon et l'agence d'innovation urbaine parisienne «The Street Society» a permis à la Docteure en Neurosciences cognitives, Emma Vilarem (2019), d'explorer le lien entre intervention artistique urbaine et attachement au lieu auprès d'un panel de quarante-deux résidents du quartier (15 femmes et 28 hommes).



En transformant une galerie couverte peu fréquentée en «un lieu de rencontre coloré» ce projet, lauréat du concours "Embellir Paris" de la ville de Paris, a permis de démontrer, sur un échantillon limité, qu'un tel dispositif peut augmenter l'expérience d'émotions positives, le sentiment d'attachement et les intentions comportementales de protection du lieu.

Enfin, certains travaux démontrent que les individus s'attachent plus facilement à des lieux qui ont une histoire et qu'informer les nouveaux habitants sur le passé de leur quartier via des courriers de bienvenue ou des panneaux signalétiques pourrait favoriser leur attachement, les comportements de protection et même améliorer leurs relations avec le voisinage (Stefaniak et al., 2017). Plus largement, l'ensemble des événements de quartier qui rassemblent les habitants peuvent permettre d'accroître l'attachement au lieu et à la communauté. La force des liens sociaux locaux et le sentiment d'appartenance à une communauté apparaissent effectivement comme des variables puissantes pour prédire l'attachement à un lieu (Lewicka, 2011).

Conclusion et perspectives

La propreté, un indicateur de vivre-ensemble et du rapport aux lieux

L'éclairage des sciences humaines et sociales nous montre que la propreté est un objet complexe. Comprendre les attitudes et comportements en matière de propreté sur l'espace public implique de considérer différentes échelles : celle de l'individu, de sa subjectivité et de sa responsabilité, celle des représentations et normes sociales qu'il partage plus ou moins, celle des collectifs dans lesquels il est intégré (les riverains avec lesquels il cohabite, la société dans son ensemble), celles des différents lieux qu'il fréquente. C'est au croisement de ces différentes échelles que l'on peut comprendre et éventuellement vouloir faire évoluer les attitudes et les comportements.



La propreté est aussi un objet riche qui croise de nombreuses notions essentielles à la vie collective et qui interrogent l'action publique, notamment : le vivre-ensemble, l'attachement, l'appartenance aux lieux, etc. La propreté est une porte d'entrée très riche pour parler des villes et de l'état des relations entre ses habitants. Pour F. Jacob c'est même « un concept producteur d'espace » (Jacob, 2006).

Ce travail de revue de littérature fait émerger un certain nombre de questions et ouvre des perspectives sur la façon d'appréhender et éventuellement de gérer la propreté urbaine dans nos villes :

- Comment appréhender les **représentations et normes** qui ont cours en matière de propreté urbaine ? Comment favoriser la diffusion et le partage de normes communes en la matière ?
- Peut-on objectiver le niveau de propreté ? Quels **indicateurs communs** peut-on se donner pour le mesurer ?
- Comment **associer davantage les habitants** à la propreté et au nettoyage ? Quelle(s) approche(s) privilégier pour ce faire ?

Bibliographie

- ADEME. (2014). Réussir la planification et l'aménagement durables. Les cahiers techniques de l'AEU2. Le Moniteur, Paris.
- ADEME. (2016). Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité. L'apport des sciences humaines et sociales pour comprendre et agir.
- Akoun, A., & Ansart, P. (1999). Dictionnaire de sociologie, collection Dictionnaires Le Robert.
- Anton, C. E., & Lawrence, C. (2016). The relationship between place attachment, the theory of planned behaviour and residents' response to place change. *Journal of Environmental Psychology*, 47, 145-154.
- Bailly, A. (1977). La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche urbanistique. Centre de recherche d'urbanisme.
- Bellamine S., Bognon S., Florentin D. (2021). Penser la propreté urbaine hors contexte électoral. *Métropolitiques.eu*, Métropolitiques, 2021.
- Blot (2018) Qu'est-ce qu'un déchet ? Point de vue Denis Blot, anthropologue - Conférence organisée par Surfrider Foundation Europe au sein du Surfrider Campus le 15 mars 2018. [<https://www.youtube.com/watch?v=xjAOyhscmE4>] consulté le 10/10/2022.
- Brown, G., & Raymond, C. (2007). The relationship between place attachment and landscape values: Toward mapping place attachment. *Applied geography*, 27(2), 89-111.
- Carrus, G., Scopelliti, M., Fornara, F., Bonnes, M., & Bonaiuto, M. (2014). Place attachment, community identification, and pro-environmental engagement. *Place attachment. Advances in theory, methods and applications*, 154-164.
- Chan, K. (1998). Mass communication and pro-environmental behaviour: waste recycling in Hong Kong. *Journal of environmental management*, 52(4), 317-325.
- Chbat, N. (2012). Propreté et malpropreté des espaces privés et publics urbains au Liban. *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, (7).
- Clavel, M. (1991). La propreté au risque de l'exclusion : Gestion de la propreté urbaine et images de villes. In *Les Annales de la Recherche urbaine* (Vol. 53, No. 1, pp. 5-12). Persée-Portail des revues scientifiques en SHS.
- Félonneau, M. L., & Lecigne, A. (2007). Désirabilité de l'environnement et représentations sociales de la ville idéale. *Bulletin de psychologie*, (6), 567-579.
- Festinger, L. (1954). A theory of social comparison processes. *Human relations*, 7(2), 117-140.
- François M., 2018. Le Kremlin-Bicêtre : deux graffeurs vous montrent le chemin des poubelles. *Le Parisien*. [<https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/le-kremlin-bicetre-deux-graffeurs-vous-conduisent-jusqu-aux-poubelles-28-12-2018-7977897.php>] consulté le 8/10/2022.
- Fusco, Giovanni (dir). 2010. L'analyse des espaces publics. Les places (Cours en 6 modules). Université Numérique Thématique UOH (Université Ouverte des Humanités)- Université de Nice Sophia-Antipolis : s.n., 2010.
- Gamba, R. J., & Oskamp, S. (1994). Factors influencing community residents' participation in commingled curbside recycling programs. *Environment and behavior*, 26(5), 587-612.
- Guéguen, N., & Meineri, S. (2012). Pourquoi la nature nous fait du bien. Dunod.

- Guimelli C. (1967), *La pensée sociale*, Paris, PUF.
- Guitard, É., & Milliot, V. (2015). Les gestes politiques du propre et du sale en ville. *Ethnologie française*, 45(3), 405-410.
- Gurney, G. G., Blythe, J., Adams, H., Adger, W. N., Curnock, M., Faulkner, L., ... & Marshall, N. A. (2017). Redefining community based on place attachment in a connected world. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(38), 10077-10082.
- Haumont, B. (2022). « La propreté est susceptible d'être un enjeu entre nous et les autres puisque comme chacun soit l'enfer c'est les autres. » Interview Millénaire 3.
- Hidalgo, M. C., & Hernandez, B. (2001). Place attachment: Conceptual and empirical questions. *Journal of environmental psychology*, 21(3), 273-281.
- Ighirri A., 2018. Strasbourg: Un accord avec McDonald's pour ramasser les déchets qui salissent la ville. 20 Minutes. [<https://www.20minutes.fr/strasbourg/2305955-20180711-strasbourg-accordmcdonald-ramasser-dechets-salissent-ville>] consulté le 15/10/2022.
- Jacob, F. (2006). *La ville méditerranéenne : approche spatiale d'une aire géographique multiculturelle de proximité à travers un concept producteur d'espace : la propreté*. Thèse de Géographie, Université de Provence - Aix-Marseille I.
- Jacob, F. (2008, June). Quel rôle pour l'expert (le géographe) dans les processus d'aide à la décision : l'exemple de la propreté urbaine dans les villes méditerranéennes?. In *Global Governance for Sustainable Development The Need for Policy Coherence and New Partnerships*.
- Jacob, F. (2017, July). La gestion de la propreté à Fès: de l'importance de la compréhension des territorialités cachées pour une formation/information des habitants. In *ECAS 2017: Urban Africa–Urban Africans New encounters of the urban and the rural*.
- Jacob, F. (2022). « La propreté peut être regardée comme une valeur en ce qu'elle est éminemment culturelle et civilisationnelle. » Interview Millénaire 3.
- Jodelet, D. (1984). Réflexions sur le traitement de la notion de représentation sociale en psychologie sociale. *Communication. Information Medias Théories*, 6(2), 14-41.
- Jolé, M. (1991). Gérer ses résidus en public : R'Bati, Slaoui, et habitants de Temara aux prises avec leurs déchets. In *Les Annales de la Recherche urbaine* (Vol. 53, No. 1, pp. 33-39). Persée-Portail des revues scientifiques en SHS.
- Lahire, B. (2012). *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*. Média Diffusion.
- Le Dorlot, E. (2004). Les déchets ménagers: pour une recherche interdisciplinaire. *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, (11).
- Lee, A. C. K., Jordan, H. C., & Horsley, J. (2015). Value of urban green spaces in promoting healthy living and wellbeing: prospects for planning. *Risk management and healthcare policy*, 8, 131.
- Lewicka, M. (2011). Place attachment: How far have we come in the last 40 years?. *Journal of environmental psychology*, 31(3), 207-230.
- Low, S. M., & Altman, I. (1992). Place attachment. In *Place attachment* (pp. 1-12). Springer, Boston, MA.
- Mascle C., 2019. Le Conseil d'état rejette le recours des industriels contre le décret interdisant la vaisselle jetable. [<https://www.zerowastefrance.org/conseil-etat-recours-decret-vaisselle-jetable404792/>] consulté le 15/10/2022.
- Meslard-Hayot H., Moreau S., 2019. Etude des corbeilles de propreté en France et à l'international : la réduction des déchets et le tri hors foyer : les nouveaux défis de la propreté urbaine. *Zéro Déchet Touraine*.

- Moliner, P. (2001). La dynamique des représentations sociales. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Moliner, P. (2020) Petit manuel de psychologie sociale à l'usage des éco responsables : Ou comment encourager l'éco-citoyenneté ? Broché.
- Prost, B. (2014). Une ville propre, c'est l'affaire de tous. Sens-Dessous, 13(1), 3-14.
- Ramadier, T. (2009). Capital culturel, lisibilité sociale de l'espace urbain et mobilité quotidienne.
- Schultz, P. W., Bator, R. J., Large, L. B., Bruni, C. M., & Tabanico, J. J. (2013). Littering in context: Personal and environmental predictors of littering behavior. *Environment and Behavior*, 45(1), 35-59.
- Shaback, B., & Brown, T. (2003). Behaviour of square hollow structural steel braces with end connections under reversed cyclic axial loading. *Canadian Journal of Civil Engineering*, 30(4), 745-753.
- Soulier, N. (2012). Reconquérir les rues. Exemples à travers le monde et pistes d'actions.
- Stedman, R. C. (2006). Understanding place attachment among second home owners. *American behavioral scientist*, 50(2), 187-205.
- Stefaniak, A., Bilewicz, M., & Lewicka, M. (2017). The merits of teaching local history: Increased place attachment enhances civic engagement and social trust. *Journal of environmental psychology*, 51, 217-225.
- Vilarem, E. (2019) The Role of Attachment in Place-protective Behaviours
- Voisin, C. (2012). À Dresde, le rêve se conjugue au passé. La difficulté de Dresde pour redéfinir son identité lue à travers l'art public. *VILLES ET IMAGINAIRES : du rêve au cauchemar*, 99.
- Weiss, K. (2006). Psychologie sociale de l'environnement. D. Marchand (Ed.). Presses universitaires de Rennes.
- Wilson, J. Q., & Kelling, G. L. (1982). Broken windows. *Atlantic monthly*, 249(3), 29-38.

WWW. Retrouvez
toutes les études sur
MILLENAIRE3.
COM

Métropole de Lyon
Direction de la prospective
et du dialogue public
20 rue du Lac
CS 33569 - 69505 Lyon Cedex 03